

# Petit florilège des coups d'État depuis 1962

Cette année est celle des bilans. Bilan de cinquante ans d'indépendance. Conférences, colloques, séminaires, films, émissions télé et radio, livres, dossiers dans les journaux : l'indépendance, superstar incontestable ! Tonalité ? Globalement positif. Le contraire eût été, comme dit l'autre, étonnant. Cependant un aspect de l'Algérie indépendante s'avère totalement négligé. Il n'a pas droit au chapitre. C'est le tabou des tabous : l'accès au pouvoir. Et corrélativement, la façon de le quitter, ce pouvoir.

Comment devient-on président dans l'Algérie indépendante ? Plutôt : comment les sept présidents (sans compter un huitième, Rabah Bitat, intérimaire (1978-1979) en sa qualité de président de l'APN à la mort de Boumediène) qui ont eu l'honneur d'endosser cette charge, sont-ils arrivés au point culminant ?

Force est de constater que l'accession comme le départ se sont souvent faits dans la violence. Parfois fatale, comme ce fut le cas pour Mohamed Boudiaf. Le 29 juin sera justement le vingtième anniversaire de son assassinat, et le 5 Juillet le cinquantième de l'indépendance de l'Algérie. La proximité de ces deux dates produit à elle seule une sorte de bilan douloureux de ce pays dont l'indépendance a constitué, un demi-siècle durant, le terrain des luttes de pouvoir et des coups d'État. «Quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre». Le proverbe africain trouve, chez nous, une application quasi pratique dans l'ascension vers le pouvoir déterminée par les coups de force et la brutalité. Quand deux chefs se battent pour le Koursi, c'est l'Algérie qui trinque.

Mais parmi tous les chefs d'État que l'Algérie indépendante ait connus, Mohamed Boudiaf (1992) est celui qui incarne la figure tragique de la victime de ce que ce pays recèle de forfaiture politique et morale. Retiré de la vie politique depuis quasiment le décès de Boumediène en 1978, Mohamed Boudiaf a été extirpé de son exil marocain pour être jeté

dans la fosse aux lions. Pis : dans un nid de serpents ! Laissé sans protection, son assassinat, en public, est un pur moment de veulerie. Un show à la Brutus ! Appelé à un moment où la situation politique était scellée à la baïonnette, Boudiaf est venu en patriote dénouer un conflit profond auquel il était totalement étranger. Il était en droit de penser que l'appel de la patrie en danger à un chef historique de son envergure supposait, outre la crédibilité, de la sincérité, du respect et peut-être même de l'affection. Que nenni ! Tout porte à croire qu'on est allé le chercher comme on conduit une victime à l'abattoir. «La mort de Boudiaf est le jour le plus sombre, une page noire dans notre histoire», commentait Ali-Yahia Abdenour. C'est aussi un jour de honte pour l'Algérie, du moins pour ceux qui, dans le meilleur des cas, ont failli à leur devoir de le protéger.

Aucune histoire de président ne ressemble bien sûr à une autre, mais elles ont en commun cette violence souvent produite, parfois subie. Qu'ils y soient arrivés par des élections ou par un prononciamiento, aucun d'entre eux n'est allé au bout de son mandat. Il est vrai qu'on ne connaît pas encore la suite de l'histoire de Bouteflika. Peut-être démentira-t-il cette fatalité ?

Mais de toutes ces histoires, l'assassinat de Boudiaf demeure le paroxysme.

Ahmed Ben Bella (1962-1965) a pris le pouvoir par un coup de force. Pour y parvenir, il lui aura fallu éliminer ou faire éliminer, parfois physiquement, des rivaux parmi les leaders historiques de la révolution algérienne. Ce n'est pas tout : il fait tirer par Boumediène sur des civils et des maquisards de l'intérieur. Il finit lui-même par être renversé, le 19 juin 1965. Les putschistes ont baptisé leur coup de force «redressement révolutionnaire», «sursaut révolutionnaire», pour ne pas avoir à prononcer le vocable maudit de coup d'État.

Boumediène (1965-1978), qui se libéra assez vite d'un pesant Conseil de la révolution, a régné

longtemps sur un pays sans Assemblée nationale. Il faudra attendre douze ans après le coup d'État pour qu'un Parlement totalement FLN soit élu en chambre d'enregistrement. Au cours de ce long règne, il y eut plusieurs tentatives de coup d'État. La plus connue est celle de Tahar Zbiri mais d'autres auraient existé. Boumediène quitta le pouvoir pour le cimetière. Emporté par une maladie qui n'a jamais livré tous ses secrets, il demeure un des symboles du pouvoir militaire dans l'histoire de l'Algérie. Il partage avec Ben Bella l'arrivée au pouvoir par un coup de force. L'issue est cependant différente. Ben Bella est éjecté par un coup d'État. Boumediène, lui, décède. Un colonel, Chadli Bendjeddid, succède au colonel Boumediène. Ce choix procède par lui-même de l'argument de force. Entre un politique, Abdelaziz Bouteflika, et un militaire reconverti, Mohamed Salah Yahiaoui, le choix de la hiérarchie militaire tenue de décider du successeur de Boumediène se porta sur Chadli Bendjeddid, le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Chadli Bendjeddid, finaud, voulut marquer sa différence avec Boumediène mais sans omettre de renforcer le même système, basé sur l'économie de la force brutale et de la coercition, mis en place par ce dernier. Si pour des raisons de prophylaxie politique personnelle, il fit débarquer les boumediénistes les plus influents, il s'avisait bien de maintenir intactes les bases du régime. Les années 1980 sont celles de la friabilité du socialisme, cher à Boumediène, donc de la promotion du libéralisme, et celles de la montée de l'islamisme qui fera de l'Algérie l'un de ses premiers laboratoires sanglants. Elles sont aussi celles où le débordement des luttes de sérail dans la rue fut le plus spectaculaire. Mais la rue n'étant pas seulement la soupe de sécurité où viennent échouer et se régénérer les conflits autour du pouvoir, elle a su exprimer, depuis le Printemps berbère de 1980, ses propres aspirations.

L'apparition de l'islamisme

sous Chadli a eu pour effet de démocratiser d'une certaine façon la violence, la brutalité, que l'État et ses forces de répression ont été amenés à partager avec divers autres groupes de sa périphérie ou de son opposition. La fin des années 1980 verra la pleine expression à la fois de l'effervescence pluraliste et de la concurrence entre des potentiels de violence qui culmineront dans le terrorisme et l'affrontement armé. Chadli Bendjeddid a révélé ces dernières années que ce ne sont pas les officiers de l'ANP conduits par Khaled Nezzar qui l'ont fait démissionner. Son départ du pouvoir serait de son propre chef. Sans juger le contenu des raisons qui ont animé les officiers janviéristes, sans préjudice du sens que l'on doit donner à l'acte, comment nommer ce dernier ? Des officiers acceptant la démission d'un chef de l'État avant l'échéance de son mandat, en supposant qu'ils ne l'aient pas demandé, par l'entremise d'un président du Conseil constitutionnel plus effrayé encore que le déchu, comment cela s'appelle-t-il en droit ? Un coup d'État !

C'est là que survient l'épisode Boudiaf. Dans un moment où la violence, monopole de l'État jusqu'alors, s'était émiettée en quotas dont différents clans faisaient un usage privatif, la brutalité ne caractérisait plus seulement les appareils étatiques mais la société algérienne dans son ensemble. Boudiaf ignorait le degré de corrosion par la violence et la corruption qui avait atteint l'autorité centrale, déjà fragilisée par son illégitimité fondamentale et ses errements. Son assassinat marquait une étape dans la descente aux enfers de la violence, devenue la seule médiation entre les Algériens forcés de se déprendre de tout lien pacifique.

Sa qualité d'ancien colonel de l'ALN et de président de l'Organisation des moudjahidine conféraient à Ali Kafi (1992-1994) les attributs de la «légitimité» auréolant la violence légale pour assurer un intérim à la tête du HCE. Le développement du terrorisme justifiait celui de la violence ainsi que



Par Arezki Metref  
arezkimetref@free.fr

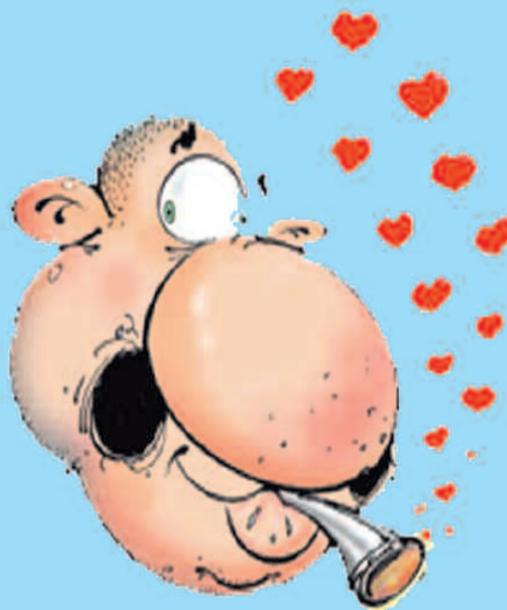
tous les dispositifs légaux d'exception. Personne ne s'est embarassé à retenir Kafi lorsque le temps de l'intérim fut révolu. Un autre colonel, ayant une personnalité singulière, légaliste, Liamine Zeroul est forcé de prendre le pouvoir. Il aurait été porté à la présidence par un coup d'État à l'envers. Il fallut, dit-on, le contraindre pour qu'il accepte d'endosser cette responsabilité alors que d'ordinaire, le coup d'État sert à chasser les présidents et non pas à les faire. Il n'accomplit pas son mandat jusqu'au bout, les luttes opaques l'obligeant à jeter l'éponge. En 1999, Bouteflika, qui crut pertinent de faire état de son grade de commandant pendant la guerre de Libération, soucieux de puiser non pas dans l'action politique mais dans le métier des armes une légitimité, entamait le règne qui dure encore aujourd'hui. Pas moins que les autres, ce règne demeure violent et brutal. Bouteflika sera-t-il le seul président de l'Algérie indépendante à aller jusqu'au bout de son mandat ? Une constante dans toute cette histoire : jamais un élan populaire n'a accompagné un coup d'État ! Une fois celui-ci commis, on organise immanquablement des mascarades électorales pour arrimer le nouveau pouvoir à une prétendue légitimité. Tout cela est toujours resté bien entendu dans l'esprit de la devise : «Par le peuple et pour le peuple».

A. M.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



## Mmmmm ! C'est beau l'amour !

Pour les élections communales d'octobre, on va gagner du temps et de l'argent. Les observateurs internationaux pourront faxer leur satisfecit et leur admiration sans bornes.

Sans se déplacer !

C'est pas tout d'écouter religieusement nos dirigeants chéris. Encore faut-il les comprendre. Bien les comprendre et éviter les erreurs d'interprétation. Ainsi, du discours de Sétif, la majorité a cru interpréter à travers cette expression «Tab Djenana», qu'Abdekka annonçait la fin, sa fin. Confusion terrible ! Et qui aurait pu être évitée si les auditeurs avaient demandé à des linguistes spécialisés dans le parler algérien le vrai sens de «Tab Djenana». En fait, cette expression désigne la verdure du jardin qui orne de ses senteurs le Palais d'en haut. Sa prolifique floraison. La richesse de ses effluves. Et la qualité extraordinaire des odeurs qui s'en dégagent. Et le «Tab» n'est jamais, au grand jamais synonyme de fin de vie, de date de péremption atteinte ou de limite de validité. Abadan ! Bien au contraire, «Tab» indique la bonne température de cuisson du corps régnant. La chair est ferme. Aussi bien rosie à l'intérieur que dorée et à point à l'extérieur. Le «Tab», c'est un peu le bouton vert affiché sur le fronton du four et qui indique que tout va bien, qu'il ne faut toucher à rien. Idem lorsque Abdekka évoque la fatigue, voire même la maladie ! C'est une tournure de phrase qui renvoie à l'humilité du commandant en poste. Il se donne une dimension humaine, à portée de sentiments et de sensations comme nous pou-

vons en vivre vous et moi. Mais au fond, il faut comprendre la maladie d'amour pour ce pays, cette contagion d'Algérie qui lui fait, qui leur fait à tous, en haut, dans le Palais et dans ses succursales, tellement aimer cette contrée qu'ils n'arrivent pas à s'en détacher. Ils sont malades, oui ! Mais malades d'amour fou pour nous. Et ils préfèrent, au risque de leur santé, rester aux commandes, à nos commandes plutôt que de s'en aller et de guérir de nous ! C'est pas la plus belle des déclarations d'amour qu'ils peuvent nous faire, celle de nous promettre de rester ? De rester vaille que vaille ! De continuer à veiller sur ce jardin qui verdit au rythme de leurs artères, de ce «djenana» aux portes duquel nous restons émerveillés devant autant de beauté interdite. De ce maladif attachement qui les scotche au koursi, juste parce qu'il leur est pénible de nous laisser orphelins d'eux ! La linguistique, ça sert aussi à ça, finalement. Surtout la linguistique spécialisée en parler algérien. Ça peut vous éviter des conclusions hâtives et parfois même aux conséquences fâcheusement dangereuses. Moi, désormais, lorsque j'entendrais l'un de nos dirigeants chéris dire que «Tab Djanou» ou qu'il est «fatigué, voire malade» ou encore que la «succession n'est pas un tabou et que personne n'est éternel», je comprendrais alors que celui-là est parti pour rester longtemps follement épris de nous. Mmmmm ! C'est beau, l'amour ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.